

L'ÉDITO

Colette Braeckman

CONGO : VALIDER LA TROMPERIE OU LA DÉMOCRATIE

La lenteur avec laquelle la Commission électorale indépendante avait « délibéré » avant de communiquer le résultat des élections présidentielles avait déjà de quoi inquiéter. Et l'on pouvait soupçonner que le

« match nul » donnant la victoire à un « troisième homme », Félix Tshisekedi, résultait moins d'un simple comptage des voix que d'une arithmétique beaucoup plus politique...

Mais aujourd'hui que des fuites convergentes laissent apparaître des écarts abyssaux entre les candidats à l'élection présidentielle dont Martin Fayulu semble être le vainqueur incontestable, et des invraisemblances dans le résultat des élections législatives qui donnent une majorité absolue au parti du président sortant Kabila, on ne peut que suspecter un « hold-up » électoral. Alors que la population congolaise, avec sérieux, calme et détermination, s'était rendue aux urnes et avait clairement exprimé sa volonté de changement, sa voix n'a pas été entendue. Si le dauphin Shadary, qui incarnait la poursuite du système Kabila, a été écarté à cause de l'évidence de son échec, celui qui semble être le véritable vainqueur n'a pas eu droit à sa place sur le

La Cour constitutionnelle porte une lourde responsa-

bilité : dire la vérité

podium. Les considérations politiques qui ont pu prévaloir sont connues : Martin Fayulu est soutenu par des alliés encombrants, sa volonté de lutter contre l'impunité peut susciter l'inquiétude de certains militaires de haut grade, ses promesses de lutte contre la corruption dérangent l'establishment actuel. Mais au regard du formidable écart qui, selon des informations désormais concordantes, le sépare de ses rivaux, au vu de la confirmation d'une tricherie de grande ampleur, aucune de ces considérations, fussent-elles inspirées par la prudence, ne tient plus la route : le peuple congolais a droit à la vérité des urnes. Tant il est vrai que la démocratie doit être, et sera une meilleure garante de la paix et de la concorde nationale, qu'une tromperie maquillée en compromis politique.

La Cour constitutionnelle, qui vient d'entamer l'examen des recours et doit proclamer les résultats définitifs, porte une lourde responsabilité : dire la vérité et respecter la volonté des électeurs. Si elle devait envisager de s'incliner devant des considérations voire des instructions politiques dans ce qu'elles ont de plus délétères, on lui suggérera de méditer Wilson Churchill qui disait au Parlement britannique : « Vous avez eu à choisir entre la guerre et le déshonneur. Vous avez choisi le déshonneur, et vous aurez la guerre. »